

**Formulaire à remplir par chaque remplaçant**

Formulaire valable uniquement s'il est accompagné des pièces justificatives (voir notice explicative)

Élection dans le canton de : .....

**1. IDENTITÉ**

Nom de naissance : .....

Nom figurant sur le bulletin de vote<sup>(1)</sup> : .....

Prénoms<sup>(2)</sup> : .....

Sexe : Masculin  Féminin

Né(e) le :  /  /  à (commune) : .....

Département : ..... ou Collectivité d'Outre-mer : ..... ou Pays : .....

Nationalité : .....

**2. SITUATION**

Profession<sup>(3)</sup> : .....

Numéro CSP correspondant<sup>(4)</sup> :

Étiquette politique déclarée du remplaçant : .....

**3. COORDONNÉES**

Adresse : .....  
N° (bis, ter) Type de voie Nom de la voie

Code postal :      Commune : .....

Pays (si hors France) : .....

Téléphone (recommandé) : \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_

Courriel (recommandé) : .....

Accepte de remplacer dans les cas prévus à l'article L. 221, 2<sup>e</sup> alinéa du code électoral,

Monsieur/Madame<sup>(5)</sup> : .....

qui a déclaré vouloir poser sa candidature aux élections départementales du canton cité en tête de la présente déclaration.

Je reconnais avoir été informé(e) :

- qu'en application de l'article 57 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, sont enregistrées dans deux traitements automatisés, autorisés sous les appellations « Application Elections » et « Répertoire national des élus », par la délibération n° 2013-406 du 19 décembre 2013 de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, les données à caractère personnel mentionnées dans la délibération précitée concernant chaque candidat;
- que ces données à caractère personnel, à l'exception des coordonnées postales, téléphoniques et électroniques sont susceptibles d'être diffusées à toute personne qui en ferait la demande et de figurer sur la plate-forme ouverte des données publiques françaises;
- que le droit d'accès et le cas échéant de rectification des données à caractère personnel s'exerce directement auprès de la préfecture par courrier postal ou par courriel. Il est organisé dans les conditions définies par les articles 39 et 40 de la loi du 6 janvier 1978 précitée. Un délai de trois jours minimum est nécessaire pour prendre en compte la demande de rectification des données. Il n'y est pas fait droit pour diffuser les résultats si la demande est présentée dans les trois jours précédant le tour de scrutin.

DATE :  /  /

Signature du remplaçant :

(1) Nom de naissance ou nom d'usage. Le nom indiqué sera celui publié.

(2) Souligner le prénom usuel qui figurera sur les bulletins de vote. À défaut, seul le premier prénom devra figurer sur le bulletin de vote.

(3) Pour les fonctionnaires, indiquer l'intitulé exact du poste occupé.

(4) Voir la nomenclature des catégories socioprofessionnelles (CSP) figurant en annexe du mémento à l'usage des candidats disponible sur le site internet du ministère de l'intérieur.

(5) Rayer la mention inutile et indiquer son nom d'usage et son prénom usuel.